
Comment en est-on arrivé là ? Pourquoi, d'une épidémie comme il en arrive plusieurs fois par siècles, la situation a-t-elle dégénéré en répression technototalitaire ? Comment en est-on arrivé à accepter des technologies de contrôle et de contrainte que l'État aurait mis des années à faire accepter à coups de trésors de « *pédagogie* », cette propagande douce pour peuple-enfant ?

POUR la première fois dans l'histoire moderne, nos gouvernants ont choisi de gérer une épidémie/crise sanitaire par des mesures de police.

Était-ce inévitable ?

La gestion de l'épidémie avait commencé de façon somme toute habituelle : avec désinvolture. Si on connaissait peu de choses de la maladie, on savait tout de même que, dans la très grande majorité des cas, elle n'était dangereuse que pour les personnes âgées et celles présentant des comorbidités. Comorbidités qui le sont également en temps normal, et résultent largement de notre société industrielle : diabète, surpoids, sédentarité, ou sénescence avancée, artificiellement prolongée par une industrie du 3e âge mieux portante que ses victimes.

Le confinement de Wuhan a changé la donne. Le Parti communiste chinois a donné le la de la réponse sanitaire en imposant le confinement de millions d'individus, la censure de de la parole publique, et des conditions à la liberté de circulation avec l'instauration d'un passeport et de passes sanitaires (QR codes, etc.). Xi Jinping, le premier, a donné la mesure de la réponse mondiale en déclarant la guerre à l'épidémie : « *C'est une guerre que nous devons mener tous ensemble* ». Tout heureux de jouer aux héros, les autres ont suivi. Le nouveau Timonier ajoutait également, bravache, suivi peu après par notre jeune mousse dans sa barque *made in France* : « *quoi qu'il en coûte !* ». Quoi qu'il en coûte... Nous aurions dû nous méfier.

Le PCC avait ses raisons que les gouvernements occidentaux n'avaient théoriquement pas : le confinement de Wuhan permettait de légitimer tout un arsenal de police, de contrôle et de surveillance déjà existants. L'objet de ces technologies glissait ainsi – en apparence seulement – de la soumission à l'arbitraire du pouvoir à une soi-disant protection de la population, un pilier de la légitimité de l'État-Parti.

Si l'onde de choc a pu résonner aussi facilement en Occident, c'est que le monde occidental, et en particulier la France, était au diapason. Après une courte période d'hésitation, les dirigeants occidentaux

ont appliqué le même logiciel liberticide qu'en Chine. Il était en effet plus facile, après des décennies de casse de l'appareil de santé publique, de se tourner vers des technologies de surveillance et des outils de police, qui eux n'ont pas connu la crise.

Tournant donc radicalement le dos à une réponse sanitaire qui aurait consisté, à court terme à renforcer l'hôpital public et la médecine de ville, et à moyen terme à réduire les comorbidités par une politique de santé globale de la population, les gouvernements ont trouvé plus profitable d'exploiter les technologies développées sans débat au sein des universités, des entreprises et laboratoires privés. Les *nudges*, techniques de manipulation comportementale issues de l'étude des biais cognitifs, ont d'abord été mises en œuvre, sur les recommandations des cabinets de conseil (la BVA *nudge unit*, MacKinsey...). Merci l'université : c'est aussi ça, les apports de la science. Les médias, à travers ces technologies si pratiquement installées au sein de chaque foyer, dans chaque main, dans chaque voiture, accompagnant chaque *mobilité* et *immobilité*, ont permis d'imposer un discours univoque de peur et de nécessité de la *discipline*. Qu'il est pratique pour les gens de pouvoir de disposer ainsi d'un pied-à-terre dans la vie quotidienne de chaque individu via le smartphone, la radio (ou autoradio), la télévision ! Le lien est total !

DEPUIS des décennies, les technologies sont introduites et imposées sans volonté populaire, sans consultation démocratique, sans processus collectif de réflexion. Dans la fuite en avant qu'exige le dogme de la croissance, les technocrates et industriels délivrent dans une frénésie continue des objets nous asservissant à leur usage.

On n'arrête pas le progrès...

Le déferlement technologique rencontre pourtant quelques oppositions. Contre le compteur Linky, par exemple. Présenté comme un outil indispensable « *à la transition écologique* », le compteur communicant (on avait besoin de ça, tiens...), paré par les technolâtres de toutes les vertus, vous « *facilite la vie* ». Selon Enedis. Allons bon, quel rapport avec la crise sanitaire ? Seulement ce que les opposants à ce genre de technologies craignaient : qu'une machine inutile pour les citoyens se transforme en instrument de leur contrôle. Au début du premier confinement, Christian Estrosi demandait que les données récoltées par les compteurs Linky servent à vérifier l'occupation des résidences secondaires. Ou comment une technologie imposée et généralisée par la contrainte (*il faut bien*